



Conseil de sécurité

Réunion d'urgence sur la situation au Kosovo

New York, le 8 février 2024

Déclaration lue par
Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint de la Suisse

Madame la Présidente,

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général pour son intervention.

Je souhaite la bienvenue à leurs Excellences, Président Vučić et Premier ministre Kurti. Votre présence ici aujourd'hui témoigne de l'importance que vous accordez à cette discussion. En cette période de tensions, des paroles et des actions mesurées et prudentes sont de mise.

Cet appel reflète l'attachement profond de la Suisse à la paix dans les Balkans occidentaux. Nous sommes engagés depuis un quart de siècle aux côtés de nombreux acteurs nationaux et internationaux pour cela, y compris pour la réconciliation et l'apaisement des relations inter-ethniques.

Des progrès ont été réalisés en termes de vivre ensemble. Or, ces avancées sont désormais menacées par des tensions profondes. Ces tensions ont notamment atteint un nouveau degré avec l'attaque à Banjska en septembre dernier. La Suisse réitère son soutien à la KFOR, qui a permis d'éviter que la situation ne s'aggrave encore. Nous appelons la Serbie à garantir que les personnes impliquées dans les attaques de Banjska rendent compte de leurs actes.

Les efforts à la désescalade doivent urgemment se poursuivre.

La Serbie et le Kosovo ont la responsabilité de s'abstenir de mesures et d'actions susceptibles d'aggraver la situation. Les pistes pour construire la confiance existent :

Le dialogue facilité par l'Union européenne est le cadre dans lequel les deux parties peuvent et doivent aborder les questions litigieuses. Cela comprend les questions qui nous ont portés à nous réunir aujourd'hui, à savoir la mise en œuvre du nouveau règlement introduit par la Banque centrale du Kosovo.

La Suisse reconnaît la légitimité des objectifs poursuivis par ce règlement, notamment la transparence des flux financiers et la lutte contre la contrefaçon et le blanchiment d'argent. Nous partageons toutefois les préoccupations quant à la communication sur la décision de la

Banque et surtout sa mise en œuvre à court terme. Les actions non-concertées avec les populations concernées, perçues comme une mesure délibérément restrictive à l'égard d'un groupe ethnique en particulier, peuvent miner la confiance. L'annonce du gouvernement et de la Banque centrale du Kosovo selon laquelle une période transitoire est prévue, tout comme une communication renforcée, est donc à saluer. La Suisse appelle aux autorités du Kosovo à mettre en œuvre ces engagements, et à renforcer sans délai le dialogue avec la population serbe du Kosovo, directement concernée par ce règlement.

Madame la Présidente,

Des efforts accrus du Kosovo et de la Serbie sont nécessaires pour trouver des compromis.

La construction de relations de bon voisinage exige surtout que les deux parties mettent en œuvre leurs engagements au titre de l'accord de Bruxelles et l'accord d'Ohrid de 2023. Nous saluons les progrès réalisés à cet égard, y inclus la reconnaissance mutuelle des plaques d'immatriculation des véhicules, ainsi que des pas vers la mise en œuvre des accords sur l'énergie. Nous encourageons les deux parties à reprendre ce chemin et à progresser vers la normalisation des relations en bonne foi.

La Suisse est prête à continuer à contribuer au processus de normalisation. Nous restons fermement convaincus que ce processus est la voie vers des sociétés multiethniques pacifiques et prospères.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Madam President,

I thank the Special Representative of the Secretary-General for her intervention.

I welcome their Excellencies, President Vučić and Prime Minister Kurti. Your presence here today testifies the importance you attach to this discussion. In this time of tension, measured and cautious words and actions are called for.

This call reflects Switzerland's deep commitment to peace in the Western Balkans. For a quarter of a century, we have been working alongside numerous national and international actors to achieve this, including reconciliation and the easing of inter-ethnic relations.

Progress has been made in terms of coexistence. However, these advances are now threatened by deep-seated tensions. These tensions reached a new level with the attack in Banjska last September. Switzerland reiterates its support for KFOR, which has prevented the situation from deteriorating further. We call on Serbia to support efforts to ensure that those involved in the Banjska attacks are held accountable.

De-escalation efforts must urgently continue.

Serbia and Kosovo have a responsibility to refrain from measures and actions that could aggravate the situation. Paths to rebuild trust exist:

The dialogue facilitated by the European Union is the framework within which both parties can and must address contentious issues. This includes the issues that have brought us together today, namely the implementation of the new regulation introduced by the Central Bank of Kosovo.

Switzerland acknowledges the legitimacy of the objectives pursued by this regulation, notably the transparency of financial flows and the fight against counterfeiting and money laundering. However, we share concerns about the communication regarding the Bank's decision and especially its short-term implementation. Uncoordinated actions with affected populations, perceived as a deliberately restrictive measure towards a particular ethnic group, can undermine trust. The announcement by the Kosovar government and central bank that a transitional period is planned, along with enhanced communication, is therefore commendable. Switzerland calls on the Kosovo authorities to implement these commitments and promptly strengthen dialogue with the Serbian population of Kosovo, directly affected by this regulation.

Madam President,

Greater efforts by Kosovo and Serbia are needed to find compromises.

Above all, building good-neighborly relations requires both parties to implement their commitments under the Brussels agreement and the Ohrid agreement of 2023. We welcome the progress made in this respect, including mutual recognition of vehicle license plates, as well as steps towards implementation of the energy agreements. We encourage both parties to continue along this path, and to make progress towards normalizing relations in good faith.

Switzerland is ready to continue contributing to the normalization process. We remain firmly convinced that this process is the way to peaceful and prosperous multi-ethnic societies.

Thank you.